



Conseil économique et social

Distr. LIMITÉE
3 mai 1999

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Huitième session

Vienne, 27 avril-6 mai 1999

Point 4 de l'ordre du jour

Stratégies pour la prévention du crime

Italie: projet de résolution

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

Élaboration et application de mesures de médiation et de justice réparatrice en matière pénale

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1997/33 du 21 juillet 1997, intitulée “Éléments d’une prévention du crime judiciaire: règles et normes”, ainsi que sa résolution 1998/23 du 28 juillet 1998, dans laquelle il a recommandé aux États Membres d’envisager de régler les infractions mineures à l’amiable en recourant, par exemple, à la médiation, en faisant accepter le principe de la réparation civile ou de l’accord d’indemnisation, et de préférer à l’incarcération les mesures non privatives de liberté telles que le travail d’intérêt collectif,

Ayant à l’esprit la résolution 52/90 de l’Assemblée générale en date du 12 décembre 1997, dans laquelle l’Assemblée a réaffirmé le rang de priorité élevé accordé à la coopération technique et aux services consultatifs dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Prenant note des rapports du Secrétaire général sur la prévention du crime¹ et sur l’utilisation et l’application des règles et normes des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale², et du rapport de la réunion du Groupe d’experts sur la participation de la collectivité à la prévention du crime tenue à Buenos Aires du 8 au 10 février 1999,

¹ E/CN.15/1999/3.

² E/CN.15/1999/7.

Rappelant les instruments régionaux existants, notamment les recommandations R (85) 11 et R (98) 1 du Conseil de l'Europe sur la position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale et sur la médiation familiale respectivement,

Sachant que la prévention du crime sous tous ses aspects est une question fondamentale qui sera examinée au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, prévu à Vienne du 10 au 17 avril 2000, et que la question de la participation de la collectivité à la prévention du crime fera l'objet d'un atelier qui sera organisé durant le dixième Congrès,

1. *Reconnaît* que, bien qu'un grand nombre d'infractions secondaires et mineures mettent en péril la sécurité et le confort des citoyens, les mécanismes traditionnels de justice pénale n'apportent pas toujours, dans les délais requis, une réponse appropriée à ces phénomènes, que ce soit du point de vue de la victime ou qu'il s'agisse de l'adéquation des peines infligées;

2. *Souligne* que les mesures de médiation et de justice réparatrice peuvent être un important moyen de règlement des différends et infractions mineurs, en particulier lorsqu'elles sont appliquées sous forme de mesures qui, sous la supervision d'une autorité judiciaire, facilitent la rencontre du délinquant avec la victime, l'indemnisation pour les dommages subis ou l'accomplissement d'un travail d'intérêt collectif;

3. *Souligne* que les mesures de médiation et de justice réparatrice sont susceptibles de donner satisfaction aux victimes et de prévenir des comportements illégaux futurs et qu'elles peuvent représenter des mesures viables à substituer à de courtes peines d'emprisonnement et à des amendes dont le paiement est, dans certains cas, pratiquement impossible à obtenir;

4. *Se félicite* du déroulement, dans de nombreux pays, d'expériences de médiation et de justice réparatrice dans le domaine pénal, en particulier s'agissant d'infractions mineures, de problèmes familiaux dans lesquels sont impliqués des mineurs, de problèmes scolaires, de la sécurité urbaine et de la justice pour mineurs;

5. *Fait appel* aux États afin qu'ils envisagent, dans le cadre de leurs systèmes juridiques, l'élaboration de mesures de déjudiciarisation se substituant aux poursuites pénales ordinaires et de politiques de médiation, en vue de promouvoir une culture favorable à la médiation parmi les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires et sociales, ainsi que les collectivités locales, et envisagent de dispenser une formation appropriée aux personnes associées à la mise en œuvre de ces initiatives;

6. *Fait appel* aux États, aux organisations internationales et à d'autres entités afin qu'ils échangent des informations et des données d'expérience sur la médiation et la justice réparatrice, notamment dans le cadre du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et qu'ils contribuent activement à la discussion et à l'examen des politiques de médiation dans le cadre du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et, notamment, de son atelier sur la participation de la collectivité à la prévention du crime;

7. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'examiner les moyens permettant de faciliter un échange fructueux d'informations concernant les expériences nationales dans ce domaine et de susciter éventuellement, au sein des États Membres, une prise de conscience des questions de médiation et de justice réparatrice;

8. *Recommande* à la Commission d'envisager l'élaboration éventuelle de normes des Nations Unies dans le domaine de la médiation et de la justice réparatrice;

9. *Prie* le Secrétaire général, dans les limites des ressources existantes ou extrabudgétaires, d'entreprendre des activités visant à aider les États Membres à élaborer des politiques de médiation et de justice réparatrice et à faciliter l'échange, aux niveaux régional et international, de données d'expérience concernant les questions de médiation et de justice réparatrice, notamment la diffusion des meilleures pratiques appliquées en la matière;

10. *Prie également* le Secrétaire général d'élaborer, sur les travaux en cours dans ce domaine, un rapport qu'il présentera à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa dixième session en tenant compte, entre autres, des résultats pertinents du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.